

Croissance et climat : enfin compatibles ?

 usbeketrica.com/article/croissance-et-climat-enfin-compatibles

Le mois de mai 2017 a accouché de deux études qui plaident chacune pour une réconciliation entre économie et écologie. L'[Organisation de coopération et de développement économiques](#) (OCDE) estime dans son nouveau rapport que la lutte contre le changement climatique peut stimuler la croissance. Et l'[Agence internationale de l'énergie renouvelable](#) (IRENA) semble confirmer ce potentiel avec les chiffres de la croissance des emplois créés dans les énergies renouvelables, qui frôlent les 10 millions en 2016.

Les [pays du G20](#) représentent 85 % du PIB mondial et 80 % des émissions de CO₂, selon les économistes de l'OCDE. Le sort du climat de la planète et de ses habitants dépend donc largement des décisions de ces 20 pays (comprenant l'Union européenne). Voilà qui pourrait les encourager à prendre les bonnes : l'engagement en faveur du climat serait aussi vertueux pour la croissance, affirme l'OCDE [dans son rapport paru le 23 mai](#).

« *Il n'y a pas d'excuse économique qui justifie de ne pas agir contre le changement climatique, et nous devons passer à l'action maintenant* »



« *Loin d'être un frein, l'intégration de l'action climatique à la politique en faveur de la croissance peut avoir un effet économique positif* », a estimé à cette occasion Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE. Si les Etats investissent sérieusement, de façon à respecter les engagements de l'[Accord de Paris](#) de 2015, le PIB du G20 pourrait gagner 1 % de croissance d'ici 2021 et 2,8 % d'ici 2050. En prenant en compte les effets bénéfiques indirects, comme les catastrophes naturelles que permettraient d'éviter un contrôle du réchauffement, le gain de croissance pourrait même être proche de 5 % d'ici la moitié du siècle, selon l'organisation économique.

Sans transition, une perte de PIB

« *Il n'y a pas d'excuse économique qui justifie de ne pas agir contre le changement climatique, et le problème est si urgent que nous devons passer à l'action maintenant* », a insisté Angel Gurría. Un appel du pied aux [climatosceptiques](#) américains, qui menacent de se retirer de l'accord de Paris sur le climat. La Maison Blanche [affirmait encore le 26 mai](#) que celui-ci nuirait à la croissance américaine.



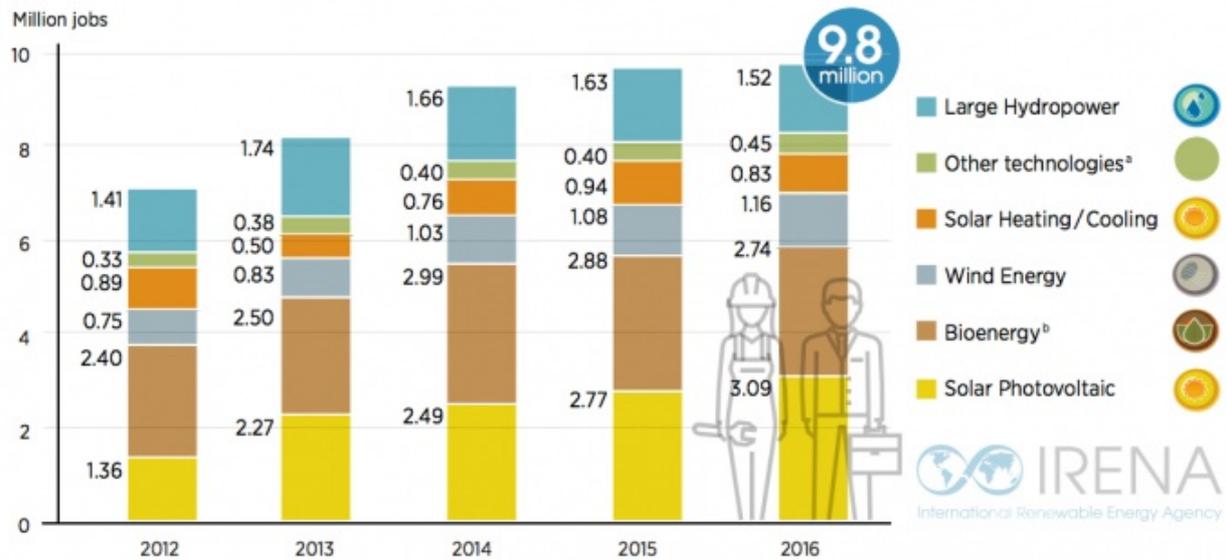
Angel Gurría a transmis à la chancelière allemande Angela Merkel le rapport de l'OCDE, lors de la présentation de celui-ci à Berlin, le 23 mai 2017. Photo : [Axel Schmidt / Flickr](#)

L'OCDE estime au contraire que lancer les investissements nécessaires après 2025 entraînerait une perte de PIB dans le G20 de 2 % en moyenne au bout de dix ans. Pour maintenir le réchauffement mondial sous la barre des 2°C, les investissements nécessaires sont évalués à 6 900 milliards de dollars par an d'ici à 2030, principalement dans des infrastructures à faibles émissions. Le surcoût par rapport au maintien d'une économie fortement carbonée serait largement absorbée par les économies d'énergie attendues dans la foulée, selon les économistes.

Le renouvelable, immense vivier d'emplois

Les décideurs tentés par la transition énergétique peuvent aussi apporter à leurs électeurs des gages sur le front de l'emploi. Hors grosses installations hydroélectriques, les emplois dans les énergies renouvelables ont augmenté de 2,8 % en 2016. Hydroélectrique compris, la hausse est de 1,1 % et atteint 9,8 millions d'emplois, dont 3,1 millions pour la seule énergie photovoltaïque. Voilà pour les chiffres révélés par [le rapport annuel de l'IRENA](#).

FIGURE 1: GLOBAL RENEWABLE ENERGY EMPLOYMENT, 2012-2016

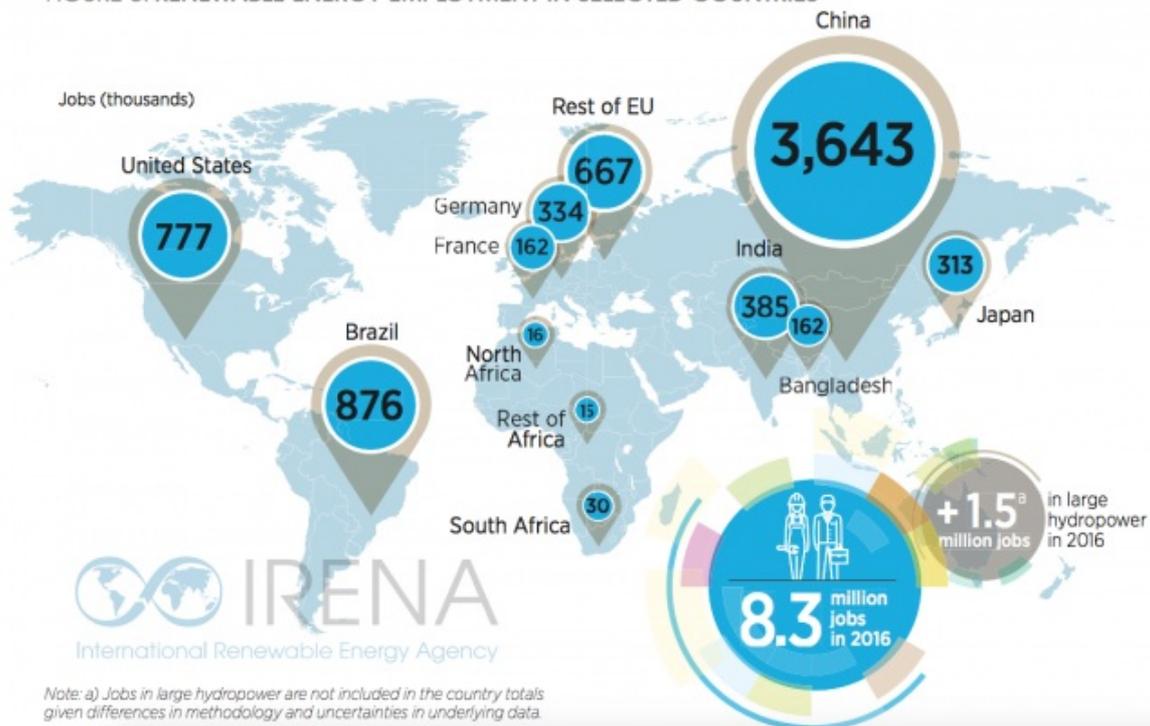


Note: a) Includes geothermal energy; hydropower (small), concentrated solar power (CSP), municipal and industrial waste, ocean energy and miscellaneous
 b) Includes liquid biofuels, solid biomass and biogas

La croissance des emplois dans les énergies renouvelables a largement profité au secteur du solaire photovoltaïque. © IRENA

Le rapport de cette organisation intergouvernement décerne par ailleurs une bonne note à la France, deuxième plus gros pourvoyeur d'emplois dans les énergies renouvelables derrière l'Allemagne, avec 162 100 personnes travaillant dans le secteur. Le rapport cite également un « rapport commun à plusieurs ONG et syndicats » estimant que pour être à la hauteur des engagements de Paris, un investissement public de 100 milliards d'euros pourrait créer 1,4 million d'emplois verts d'ici 2050, dont 330 000 dans les énergies renouvelables. La situation est également favorable aux Etats-Unis, où l'industrie solaire crée des emplois 17 fois plus vite que l'économie dans son ensemble, souligne le même rapport.

FIGURE 5: RENEWABLE ENERGY EMPLOYMENT IN SELECTED COUNTRIES



Note: a) Jobs in large hydropower are not included in the country totals given differences in methodology and uncertainties in underlying data.

Ces chiffres et arguments sont une bonne nouvelle pour la lutte contre le changement climatique, puisqu'ils promettent aux États cette fameuse « croissance verte » en récompense de leurs efforts. Celle-ci serait deviendrait enfin réalité avec le découplage émissions de CO₂ / croissance du PIB apparus ces dernières années. « *L'évolution des émissions de CO₂ d'une année sur l'autre est passée de plus de + 5,0 % en 2010 à + 2,0 % en 2013, puis de + 1,2 % en 2014 à - 0,1 % en 2015. Sur la même période, la croissance du PIB s'est maintenue aux alentours de 3 %* », écrit sur [La Tribune](#) [Andrew Harmstone](#), gérant de l'équipe Multi-Asset au sein de la banque Morgan Stanley.

Croissance verte ou effondrement ?

Pas sûr que la démonstration convainque les défenseurs de la décroissance, pour qui au-delà du CO₂, la croissance illimitée est fondamentalement incompatible avec la survie d'une planète aux ressources limitées.

« *Tant que nous poursuivons un objectif de croissance économique "perpétuelle", nous pouvons être aussi optimistes que nous le voulons sur le stock initial de ressources et la vitesse du progrès technique, le système finira par s'effondrer sur lui-même au cours du XXI^e siècle* », prédisait à [Libération](#) en 2012 [Dennis Meadows](#), scientifique et auteur du fameux rapport sur *Les limites de la croissance*, pilier de la prise de conscience écologique en 1972.

A défaut de savoir si la croissance verte est vraiment durable, et avant d'orienter les objectifs nationaux vers des indicateurs plus vertueux que le PIB (comme le « [PIB vert](#) » ou [le HPI](#)), encourager la transition immédiate vers les énergies renouvelables ne pourrait pourtant pas faire de mal.